

L'hon. M. Olson: L'opposition en demande maintenant la présentation. Monsieur l'Orateur, la Chambre a été saisie de la mesure sept jours différents.

M. Nowlan: Dix-sept heures.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je demande le calme. L'honorable député invoque-t-il le Règlement?

M. Caouette: Non, monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre s'il accepte une question.

L'hon. M. Olson: Très volontiers, si j'ai le temps à la fin de mon discours.

M. Nowlan: Nous vous en laisserons le temps.

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, je suis heureux que mon rappel de la question trace les honorables vis-à-vis, car, semble-t-il, ils ont enfin compris que les agriculteurs canadiens réclament cette mesure depuis longtemps.

Des voix: Bravo!

M. Horner: Du tout!

M. Danforth: En termes parlementaires, c'est une présentation des faits absolument fallacieuse.

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, je peux dire à la façon dont ils réagissent qu'ils ont finalement compris. Je pourrais continuer indéfiniment à décrire toutes les autres mesures en vigueur, y compris celles dont le gouvernement a hérité, ainsi que les annonces faites à propos d'innovations et de modifications de la politique suivie. Mais la motion demande au gouvernement fédéral de «prendre le contre-pied de sa politique» sans préciser de quelle politique il s'agit. Il faut donc que je prenne le député au mot et si les cultivateurs du pays entier savent qu'il demande que le gouvernement renverse la vapeur, il devra alors fournir des explications qui lui demanderont beaucoup plus de temps qu'il n'en a à sa disposition.

A mon avis, les députés rendent un mauvais service aux agriculteurs lorsqu'ils déprécient le secteur agricole et qu'ils emploient un ton et des termes comme ceux d'aujourd'hui. Je rappelle aux députés d'en face que l'agriculture est encore l'un des secteurs les plus importants de l'ensemble de notre économie. De fait, un cinquième de la valeur totale brute des expéditions faites par l'industrie canadienne de fabrication est constitué de produits transformés dont la matière première provient de l'agriculture. A elle seule l'industrie alimentaire emploie plus d'un quart de

million de travailleurs. Un tiers des marchandises acheminées par la Voie maritime du Saint-Laurent sont des produits agricoles et environ 18 p. 100 des denrées transportées par nos chemins de fer viennent des fermes. Donc, monsieur l'Orateur, j'espère que les gens d'en face ne dénigreront plus l'agriculture comme ils l'ont fait aujourd'hui.

M. Nowlan: Ce discours deviendra une matière agricole. Il pourra servir d'engrais.

L'hon. M. Olson: Je suis le premier à admettre que certains secteurs de la collectivité agricole ont eu des difficultés, depuis 2 ou 3 ans, quant aux débouchés. Il est juste que nous les examinions. Le secteur le plus important a été celui des grains, et même là il s'agissait presque exclusivement de blé. A vrai dire, si le blé et le blé seulement, pas même toutes les céréales, n'entre plus dans les calculs des recettes en espèces de l'agriculture canadienne, celles-ci montrent une augmentation globale dans presque tout autre secteur des groupes de denrées. Examinons certaines statistiques importantes. Ainsi, en 1968 les produits laitiers ont rapporté 644 millions de dollars aux cultivateurs, et 667 millions en 1969. Monsieur l'Orateur, je ne dis pas que cette somme est satisfaisante. Je ne dis même pas que cela s'est maintenu au niveau des autres changements dans le secteur commercial et industriel de l'économie, mais les propos désobligeants selon lesquels tout a diminué sont faux. Par exemple, les recettes pour le porc ont augmenté sensiblement en 1968—de 410 à 461 millions de dollars. Mais les députés n'aiment pas écouter ces données, ils veulent présenter toute la scène agricole sous les plus noires couleurs. Cependant, je pense qu'ils ont tort...

• (2.20 p.m.)

M. Horner: Trouvez un autre nègre pour rédiger vos discours, Bud.

L'hon. M. Olson: Les recettes pour la volaille ont passé de 228 millions en 1968 à 250 millions en 1969, pour les œufs, de 164 à 188 millions au cours de la même période.

Si vous me permettez une digression, monsieur l'Orateur, j'aimerais parler de certains nouveaux problèmes de l'ovoculture. L'offre va très bientôt, semble-t-il, excéder la demande réelle du marché. Si les députés d'en face veulent bien se montrer utiles à l'industrie agricole, ils vont nous laisser adopter le bill sur la commercialisation pour que nous puissions enfin coordonner les offices de commercialisation des œufs.

M. Horner: Alors, présentez-le-nous donc, ce bill.